

L'attentat du 6 avril 1994 à Kigali, l'Élysée en ligne de mire

Jacques Morel*

Répéter *urbi et orbi* que la France est la Patrie des Droits de l'homme est une astuce classique des dirigeants de ce pays, qui les autorise à commettre des actes contraires à ce qu'ils proclament.

Ainsi, la bonne conscience de nombre de Français risque d'être altérée par les conséquences de l'enquête sur le crash de l'avion du Président rwandais Habyarimana le 6 avril 1994 à Kigali, où les trois Français de l'équipage ont trouvé la mort.

Cet attentat faisait partie d'un coup d'État qui était la première phase du génocide des Tutsi. Habyarimana venait le jour même de s'engager à mettre en place les nouvelles institutions prévues par les accords de paix, sans qu'en fasse partie la Coalition pour la défense de la République (CDR), un parti extrémiste hutu soutenu par François Mitterrand. Ces accords permettaient le retour des Tutsi exilés, ils accordaient au Front patriotique rwandais (FPR), créé par ces derniers, cinq portefeuilles ministériels et fusionnaient les forces des deux adversaires dans une nouvelle armée. C'était là remettre en cause la « république hutu » issue de la « révolution » de 1959 qui avait pourchassé les Tutsi, accusés d'être des envahisseurs féodaux, et exterminé nombre d'entre eux. Le FPR avait entrepris de revenir au pays par la force des armes en octobre 1990.

Alors que, saisi des plaintes des familles des pilotes, le juge Bruguière avait conclu à la responsabilité du FPR et de Paul Kagame, l'actuel président, sans faire examiner les débris du Falcon 50, les juges Trévidic et Poux se sont rendus sur place avec des experts. Leur rapport, notifié ce 10 janvier aux parties, situe le départ du missile, un SAM 16, dans le camp militaire des Forces armées rwandaises (FAR) à Kanombe. L'avion n'a donc pas pu être abattu par le FPR.

Habyarimana aurait donc été assassiné par des membres de sa propre armée. Mais « *retenir la responsabilité des extrémistes hutus, qui avaient déjà bien du mal à tirer au mortier et au canon, déclarait l'ambassadeur Martres, reviendrait à admettre qu'ils aient bénéficié d'une assistance européenne pour l'attentat.* » Autant dire une assistance française, car depuis fin 1990, les FAR ne tiennent face au FPR que grâce à l'armée française. Le colonel Maurin conseille le chef d'état-major des FAR et s'entend aussi très bien avec le colonel Bagosora, l'architecte du génocide. Comment les Français pouvaient-ils ne pas être informés de cet attentat ?

Aussitôt après la chute de l'avion, le commandant De Saint-Quentin, conseiller du commandant des paras-commando, se rend avec celui-ci sur les lieux du crash. Alors que les Casques-bleus envoyés par le général Dallaire ne pourront jamais y accéder, il prélève des pièces de l'avion et des débris de missiles. Au dire de la veuve Habyarimana et de militaires rwandais, les Français ont trouvé la boîte noire. Elle a été envoyée probablement en France. Pourquoi n'a-t-elle jamais été remise au juge ?

Toujours en mission pour François Mitterrand, par l'intermédiaire de François de Grossouvre, Paul Barril, ex-membre de la cellule antiterroriste de l'Élysée, serait venu à Kigali peu avant le 6 avril et en serait reparti le 6 au soir. Le 28 juin, il agita la prétendue boîte noire du Falcon devant les journalistes. Le journal belge *Le Soir* venait de publier le 17 juin un message d'un chef Interahamwe, qui révélait que l'avion avait été abattu par deux militaires français, anciens membres du DAMI, dont un certain Etienne. Barril ne fut pas interrogé par la Mission d'information parlementaire, mais celle-ci nota que cet Etienne serait Pascal Estévada un militaire français qui « *aurait participé à l'opération Noroît et serait réapparu au Rwanda en février 1994.* » Le trouble vient de ce que François de Grossouvre est retrouvé « suicidé » le soir du 7 avril dans son bureau à l'Élysée. Le matin, il se serait écrié : « *les cons, ils n'auraient tout de même pas fait ça !* »

Le général Quesnot, chef d'état-major particulier de François Mitterrand, accusa dès le 7 avril le FPR d'être l'auteur de l'attentat. Il prétendit que les troupes du FPR avaient attaqué aussitôt après. Le colonel Tauzin, commandant du 1^{er} RPIMA, était prêt à sauter sur Kigali le 7 avril !

*Auteur de *La France au cœur du génocide des Tutsi, L'Esprit frappeur, 2010.*

Après l'attentat, le téléphone de l'ambassade de France répondait que des Belges avaient tiré sur l'avion. L'ambassadeur Marlaud s'entendit avec le colonel Bagosora pour former le 8 avril le gouvernement qui allait organiser le génocide. Les troupes françaises débarquées le 9 ne firent rien pour empêcher les massacres. Tout se passe comme si le génocide des Tutsi était à l'agenda des dirigeants français.

Alors que ceux-ci jurent qu'ils ont soutenu Habyarimana contre les extrémistes des deux bords, en mars 1993, l'ambassadeur Martres le jugeait « *usé* » et « *ayant tout raté* ». Le remplacement du président Habyarimana était donc à l'ordre du jour à Paris.

Les dirigeants français ne se sont jamais senti liés par les accords de paix entre le FPR et le gouvernement rwandais. Ils ont continué à livrer des armes. Ils disaient soutenir les Accords d'Arusha mais le général Quesnot estimait qu'ils donnaient « *un avantage exorbitant au FPR* ». C'est Mitterrand qui a fait appel aux Nations unies en mars 1993. Il espérait transformer ses soldats en Casques bleus qui feraient interposition. Mais le FPR s'y opposa. Des Casques bleus belges arrivèrent en décembre 1993, alors que les troupes françaises dûrent partir. C'était un nouveau Diên Biên Phù!